



HAL
open science

L'Inde et l'arme nucléaire

Michel Pousse

► **To cite this version:**

Michel Pousse. L'Inde et l'arme nucléaire. Revue juridique de l'Océan Indien, 2008, 08, pp.79-88.
hal-02543144

HAL Id: hal-02543144

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02543144v1>

Submitted on 15 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Inde et l'arme nucléaire

Michel Pousse

Maître de conférences à Université de la Réunion, Indianiste

Depuis son accession à l'indépendance en 1947, l'Inde a entretenu avec l'arme nucléaire une relation complexe : souvent hésitante, parfois déterminée, toujours hypocrite parce que non avouée.

Pour les politiciens indiens, faire le choix du nucléaire militaire, c'était prendre une décision d'ordre tout à la fois moral, stratégique et politique. Pendant un demi siècle, l'Inde a vécu une traumatisante contradiction entre ses idéaux de 1947 et le développement de ses intérêts stratégiques.

Un problème moral :

En 1947, l'Inde se présente, par la voix de Nehru, comme un état pacifique, affirmant que tout conflit peut trouver une solution diplomatique, et fondamentalement opposé à la nucléarisation du monde. Au sein de la toute nouvelle Assemblée des Nations Unies, elle demande non seulement la fin des essais nucléaires mais la dénucléarisation totale, c'est-à-dire la destruction des stocks de bombes existant alors et détenus par les deux seules grandes puissances de l'époque : les USA et l'URSS.

Nehru commanda même une étude sur les effets de la bombe sur les populations affectées par les explosions d'Hiroshima et Nagasaki. Publiée en 1958 sous le titre Nuclear Explosions cette étude marqua profondément et durablement les esprits.

L'Inde, on le sait, voulait offrir au monde une alternative à la politique des blocs en proposant une politique non alignée et résolument pacifique en accord avec les principes énoncés par Gandhi et mis en œuvre lors de la lutte pour l'indépendance. A ce non alignement sur la scène internationale correspondait, à l'interne, le souci de développer une économie mixte, à la croissance planifiée par l'état (et garantie par la nationalisation des grands moyens de production) mais qui laissait une place non négligeable au secteur privé.

Toutefois, la vision gandhienne de l'Inde et celle de Nehru différaient radicalement. Pour faire simple, disons que Gandhi souhaitait que l'Inde reste fidèle à ses traditions religieuses et philosophiques alors que Nehru, marqué par ses années passées dans les écoles et universités anglaises où il avait adhéré au socialisme, voulait moderniser la société indienne et faire de son pays une nation technologiquement développée et industrialisée.

Développer l'Inde, en faire une nation technologiquement avancée, c'était, dès 1950, envisager le recours au nucléaire civil, surtout pour un pays ne disposant d'aucune ressource en matière d'énergies fossiles.

Jusque là, il n'y a pas de problème moral. Un an à peine après l'accession à l'indépendance est créée la Commission à l'Energie Atomique, dirigée par Homi Babha, un physicien indien de renommée mondiale (Il présida la première conférence des Nations Unies sur

l'utilisation à des fins pacifiques de l'énergie nucléaire qui se tint à Genève en 1955). Il avait convaincu Nehru que l'Inde pouvait, en une génération, « passer de l'énergie de la bouse de vache à l'énergie atomique ».

Toutefois, pour aussi civile que fut cette recherche nucléaire, il faut remarquer que dès la création de l'Atomic Research Commission, des règles très strictes furent imposées pour limiter la communication d'informations sur l'état des recherches. Cela ne pouvait que donner à penser que derrière cette façade de recherche civile se cachait un programme de recherche pour partie militaire.

Pour aussi pragmatique qu'ait pu être Nehru, il est cependant peu probable qu'il ait alors envisagé la détention de l'arme nucléaire comme finalité militaire des recherches indiennes.

C'est l'attaque chinoise de 1962 et la déroute militaire indienne qui s'en suivit qui agirent comme un catalyseur.

D'une part le Pandit prend conscience que la devise latine *si vis pacem para bellum* reste toujours d'actualité. Il faut donc, pour assurer la sécurité nationale, que l'Inde se dote, comme les autres nations, d'une armée crédible. C'est ce qu'elle va faire. (Et c'était sans doute là l'objectif chinois : obliger l'Inde à consacrer une part importante de son budget à des dépenses militaires, freinant ainsi son développement. La défaite militaire la discréditant en outre auprès des nouvelles nations ou des groupes combattants pour obtenir l'indépendance).

D'autre part, face à la puissance chinoise, les stratèges indiens comprennent qu'un armement conventionnel ne sera jamais suffisant et il ne permettra pas à l'Inde d'arriver à une parité capable de dissuader l'adversaire. L'option nucléaire, option encore taboue, s'impose donc, car elle seule créera un équilibre de la terreur, indépendant du nombre de divisions, de chars ou de combattants.

Le choix nucléaire implique cependant de basculer d'une idéologie dans une autre. Mais, dans un pays démocratique, de tels basculements sont politiquement dangereux. Dans les années soixante, l'aura de Nehru et de Gandhi était encore très forte. D'influents politiciens (notamment Moraji Desai et J.P.Narayan) qui avaient joué un rôle important lors de la guerre d'indépendance, étaient farouchement et idéologiquement opposés à toute nucléarisation du pays : ils ne voulaient pas que l'Inde devienne une nation de type occidental.

Tout gouvernement qui aurait publiquement reconnu financer « la bombe » aurait couru un énorme risque électoral à l'interne et se serait attiré les foudres des instances mondiales ce que l'Inde, encore alors « Etat mendiant » ne pouvait se permettre.

Curieusement, alors que la bombe pose un problème moral à l'Inde, ce problème moral va être traité de façon hypocrite : l'Inde, en effet, défend toujours la thèse d'une dénucléarisation totale mais refuse de signer les traités interdisant les tests (TICE : traité d'interdiction complète des essais) ou le Traité de Non Prolifération. Aucun débat ne peut donc avoir lieu au Parlement pour définir officiellement la stratégie nucléaire puisque l'on s'en tient à la version officielle qui était que l'Inde ne travaillait que sur du nucléaire civil. La recherche militaire est cachée au public mais aussi aux deux pays auxquels on a dû acheter des réacteurs que l'Inde ne pouvait fabriquer elle-même : la Grande Bretagne et le Canada.

Les tests de 1974 (Pokhra) auraient pu fournir à Mme Gandhi l'occasion de clarifier les ambitions indiennes, mais ce ne fut pas le cas car elle décréta peu après l'état d'urgence qui lui permit de bâillonner la presse et l'opposition et fit passer le problème nucléaire à l'arrière plan des priorités.

Les gouvernements qui se succédèrent après l'assassinat de Mme Gandhi en 1984 laissèrent se développer le programme de recherche sans cependant procéder à de nouveaux tests qui auraient attiré l'attention du monde sur l'Inde et suscité le débat interne dans un pays où de nombreux intellectuels pensaient que l'Inde pouvait faire entendre sa voix sans avoir recours à la puissance atomique, comme du temps de Nehru.

Rajiv Gandhi fut le premier Premier Ministre à officialiser le fait que l'Inde travaillait à une option nucléaire (Il était personnellement convaincu de la nécessité pour l'Inde de disposer de l'arme atomique) et il a fait passer son message tout en affirmant dans les instances internationales que l'Inde adhérerait toujours à la thèse d'une dénucléarisation totale à l'horizon 2010, mais qu'en l'absence d'une telle politique mondiale, l'Inde ne renoncerait pas à son option nucléaire. Le temps lui a manqué pour mener à bien sa politique qui l'aurait sans doute conduit à faire procéder à de nouveaux tests. Rajiv Gandhi réussit donc à concilier les idéaux de 1947 avec une approche pragmatique de la défense de la nation.

L'opinion publique cependant, commence à évoluer, consciente du danger que présente la nucléarisation du Pakistan en train de s'accomplir avec l'aide de la Chine.

En 1995, le Premier Ministre Narasimha Rao (Parti du Congrès) était prêt à faire procéder à de nouveaux tests qui, selon lui, auraient renforcé la position de son pays sur la scène internationale. Le New York Times annonça même l'imminence de ces tests dans son édition du 15 décembre. Il renonça cependant sous la pression de ses conseillers qui mirent en avant que l'opinion publique était largement hostile et que la fragile économie indienne, nouvellement libérée, ne résisterait pas aux sanctions que ne manqueraient pas de lui imposer les grandes puissances. La rue indienne, elle, associait alors la bombe avec la richesse et l'arrogance militaire des grandes puissances.

C'est l'arrivée au pouvoir du seul parti politique indien à avoir toujours affirmé clairement le besoin d'une défense nucléaire qui va faire basculer l'opinion publique. Le B.J.P. (Parti nationaliste hindou) avait pour objectif de donner de l'Inde une nouvelle image en mettant en avant la culture hindoue à l'interne et en s'opposant aux grandes puissances à l'externe. Or, conscientes que l'Inde est sur le point de disposer de la bombe, les grandes puissances exercent une forte pression sur ce pays pour l'en dissuader. L'opinion publique s'irrite de cette pression et le B.J.P. peut ainsi profiter d'un retournement de l'opinion populaire : être anti-occidental, c'est vouloir la bombe pour prouver au monde la force et l'autonomie de l'Inde. Le B.J.P. ne court pas de risque électoral, seulement une opposition des intellectuels de gauche et des nostalgiques de l'époque des pères fondateurs. En 1998, le Premier Ministre A.B. Vajpayee ordonne, quelques mois à peine après sa prise de fonction, la reprise des tests à la suite desquels, l'Inde reconnaît officiellement détenir la bombe. La boucle est bouclée et le Rubicon franchi. L'Inde assumant alors pleinement son statut de nation possédant l'arme atomique, le problème moral ne se pose donc plus.

Il aura fallu un demi siècle à ce pays pour renoncer à une économie étatisée pour adopter l'économie de marché et à renoncer à un pacifisme convaincu pour adopter le moyen de défense des grandes puissances : les idéaux de Nehru et Gandhi sont bien morts.

Nous verrons dans la troisième partie que la maîtrise de la puissance nucléaire a fait de l'Inde une nouvelle grande puissance dont les intérêts stratégiques et économiques ne sont plus liés à ceux des pays en voie de développement.

Un choix stratégique :

Le choix d'une arme n'est évidemment pas neutre et ne repose pas seulement sur des considérations d'ordre technique. Toute défense nationale est orientée : qui est ou quels sont les ennemis, comment veut-on les frapper, souhaite-t-on seulement se défendre ou aussi porter le feu chez l'adversaire ? Ces choix sont naturellement politiques mais définissent la nature de l'arme nucléaire que l'on va mettre au point.

En Inde, l'armée est soumise au pouvoir politique civil (Le Ministre de la Défense est toujours un civil). Nehru avait même fait le choix de ne pas créer le poste de commandant en chef des forces armées, peut être pour limiter les risques d'un coup d'état militaire ! L'armée n'est jamais intervenue dans la vie civile (à l'exception de l'opération Bluestar au Punjab¹ en 1984) et a toujours respecté les consignes données par les civils même lorsqu'il y eut désaccord entre la vision militaire et la vision civile sur les opérations militaires à mener comme ce fut notamment le cas en 1962 où les militaires ont expliqué à Nehru dans quelle situation d'infériorité ils se trouvaient par rapport à l'armée chinoise. Nehru a cependant prôné l'attaque, pensant que le droit l'emporterait sur la force !

De nombreux débats entre intellectuels eurent lieu en Inde sur la nature et la finalité du programme nucléaire militaire, principalement à partir de 1964, année où la Chine fit exploser sa première bombe. Nehru venait de mourir mais ses idéaux pacifiques étaient encore très respectés. A preuve, tous les partis politiques à l'exception du seul Janh Sang (parti nationaliste hindou qui allait donner naissance au B.J.P) étaient officiellement opposés au développement du nucléaire à des fins militaires.

Le débat ne pouvait se cantonner aux seuls arguments idéologiques. Les opposants à la bombe firent valoir, non sans raison, que suite à la débâcle de 1962 l'Inde, avec la coopération de l'URSS et grâce à des prêts US s'était lancée dans un programme d'armement classique très coûteux et n'avait pas les moyens financiers de se payer l'arme atomique en sus. Les faucons, eux, firent valoir que l'arme atomique réduirait le coût des armements classiques. Curieusement les trois armes restèrent à l'écart du débat, adoptant une position de neutralité vis à vis du décideur politique. (Craignaient-ils que le choix du nucléaire ne réduise d'autant le budget de chacune ?). Certains politiciens étaient d'avis que, si l'Inde avait effectivement besoin d'un parapluie nucléaire, une puissance étrangère pouvait le fournir. Or, ni l'URSS, ni la Grande-Bretagne, ni les USA ne s'engagèrent à utiliser l'arme atomique pour défendre l'Inde.

Parmi ceux qui souhaitaient que l'Inde se dote d'un armement nucléaire, les avis étaient partagés sur la nature de cet armement. Fallait-il poursuivre les recherches en vue de nouveaux tests qui officialiseraient la position de l'Inde ou simplement maîtriser la technologie en ne procédant à des tests qu'en cas de crise pour montrer à l'agresseur potentiel la puissance de l'Inde ? Cette arme de dissuasion potentielle (recessed deterrence ou non weaponised deterrence) n'offrait cependant guère d'intérêt militaire vu le temps nécessaire pour « monter la bombe ».

A la fin des années quatre vingt, un think tank composé de militaires et de civils se pencha sur plusieurs scénarii possibles : attaque pakistanaise, chinoise ou même d'une autre grande puissance (USA, Europe). Dans chacun des cas la réponse nucléaire à apporter était différente.

Pour contrer le Pakistan (qui mettait au point sa propre bombe) il suffisait d'une « mini bombe ». Pour riposter à la Chine, il fallait une véritable bombe, et cela impliquait aussi de disposer d'ogives et de missiles balistiques. Enfin, concernant un conflit avec une grande

¹ Mme Gandhi avait alors donné pour mission à l'armée de déloger les indépendantistes Sikhs réfugiés dans le Temple d'Or d'Amritsar. L'opération fut très meurtrière et très mal vécue par l'armée dont le Punjab et la communauté Sikh constituent la plus grande zone de recrutement.

puissance, le problème devrait être résolu diplomatiquement, l'Inde n'ayant pas les moyens de se doter d'un armement lui permettant de frapper l'Europe ou les USA.

Se limiter à une cible pakistanaise, c'était faire l'aveu de la limite de ses ambitions. C'était aussi renforcer l'image négative des pays émergents qui ne seraient capables d'imiter les grandes puissances qu'en restant dans un registre inférieur. C'était aussi confiner l'Inde dans le rôle qui fut longtemps le sien de gendarme du sous-continent. Or, économiquement, l'Inde, à la fin des années quatre vingt dix, a des ambitions mondiales et elle entend jouer dans la cour des grands, militairement aussi. En 1998, le B.J.P., solidement installé au pouvoir, fit donc procéder à de nouveaux tests et proclama haut et fort que l'Inde faisait dorénavant partie du club des nations détenant l'arme atomique.

Il nous reste à voir comment, politiquement, l'Inde a joué sur la scène internationale pour justifier son choix nucléaire et quels bénéfices politiques elle en a retirés.

Un choix politique :

La vision politique ramène au problème moral en le dépassant. Elle le dépasse car les responsables politiques doivent adapter des idéaux figés et absolus à la réalité nationale et mondiale.

La politique suivie par les gouvernements successifs en matière de recherches sur le nucléaire militaire sert de révélateur de l'évolution de l'image que l'Inde a voulu donner d'elle-même au cours du dernier demi-siècle. Entre 1947, moment où l'Inde se présente au monde comme une nation différente, pacifiste et quasi démilitarisée, à juin 1998, où elle s'affirme officiellement puissance nucléaire, ce pays a dû procéder à une radicale mutation philosophique. Reconnaître avoir fait le choix de l'arme nucléaire c'était pour l'Inde rompre avec les idéaux des pères fondateurs, Nehru et Gandhi. C'était, comme l'a dit Raja Mohan, « franchir le Rubicon »².

En réalité les politiciens se sont rapidement divisés en deux groupes : les idéalistes (groupe issu des gandhiens et nehruviens de la première heure) dont la position est restée la même au cours des ans, et les pragmatiques qui ont évolué en fonction de la situation internationale. Schématiquement, le premier groupe est principalement constitué de politiciens de gauche et le second de politiciens de droite.

Remarquons l'ambiguïté initiale de la politique indienne qui, tout en demandant une dénucléarisation totale dans le monde, se mettait à la faute en refusant de signer le traité de non prolifération qui, rappelons le, aurait permis à l'Inde de poursuivre ses recherches sur le nucléaire civil en bénéficiant de la coopération internationale. En contrepartie, l'Inde aurait dû soumettre ses installations à des inspections conduites par des experts internationaux.

Cofondatrice du mouvement des nations non alignées au sein duquel elle souhaite toujours apparaître comme un chef de file, l'Inde ne pouvait avouer son objectif de disposer de l'arme atomique. Elle justifiait donc son refus de signer le T.N.P. (traité de non prolifération) en mettant en avant l'aspect discriminatoire de ce traité qui limitait la détention de l'arme nucléaire à ceux qui la possédaient déjà : les puissants assuraient ainsi leur suprématie sur le reste du monde.

Après les tests de 1974, les politiciens indiens continuèrent d'affirmer que les recherches indiennes ne portaient que sur le nucléaire civil. Ils ne pouvaient faire autrement car ils avaient bien plus à perdre qu'à gagner à reconnaître leurs objectifs militaires. L'Inde se serait exposée à

² *Crossing the Rubicon : the Shaping of India's Foreign Policy*. C. Raja. Mohan. New Delhi, Viking. 2003.

des sanctions insupportables pour son économie et se serait politiquement aliénée les nations du tiers monde. A l'interne nombreux étaient encore ceux qui pensaient que la voix de l'Inde pouvait se faire entendre comme du temps de Nehru, sans posséder l'arme atomique. Ils oubliaient que c'était plus la voix de Nehru qui était écoutée que celle de l'Inde. Au sein même du Parlement, de nombreux députés comprenaient mal les enjeux du choix nucléaire. Encore trop peu ouverts sur le monde, les élites associaient la bombe à Hiroshima. Ils ne comprenaient pas que l'arme nucléaire est une arme défensive dont la plus grande force est la dissuasion.

Bien plus que la politique intérieure, c'est l'évolution de la situation internationale va le qu faire évoluer les mentalités. Dans un premier temps cette évolution donna espoir aux anti-nucléaires avant de voir triompher les pros.

A la fin des années quatre vingt, l'évolution de la situation internationale redonna espoir aux anti-nucléaires. Les USA traversaient une grave crise économique qui laissait croire à un possible déclin, l'URSS se retirait d'Afghanistan et se fissurait à l'interne. Les deux super puissances semblaient donc être sur le déclin alors que l'économie japonaise florissait. Le retrait d'Afghanistan des troupes soviétiques changeait aussi, indirectement, la situation dans le sous-continent. Les USA n'avaient plus de raison de soutenir inconditionnellement le Pakistan. L'Inde n'ayant plus de motif de craindre la nucléarisation de son voisin pouvait à son tour renoncer à la bombe. Anticiper ainsi un éventuel déclin des deux super puissances et croire que le Japon allait devenir le géant non nucléaire qui réaliserait le pari non tenu par l'Inde (être un super grand sans disposer de l'arme atomique), était faire preuve d'un optimisme non fondé. L'axe Delhi-Tokyo resta une vision de l'esprit. Au contraire, c'est le scénario le moins favorable à l'Inde qui se produisit : seule l'URSS confirma son déclin. Le Pakistan continua à bénéficier de l'appui chinois et de celui des USA qui ne tardèrent pas à sortir de leur crise économique et à renforcer leur statut de super puissance. L'embellie économique japonaise ne dura pas et ce pays entra au contraire dans une période difficile qui devait déboucher sur une grave crise économique.

Ce qui mit un terme aux atermoiements indiens sur la politique nucléaire fut la conjoncture de deux événements : la prorogation du Traité de non prolifération et l'arrivée au pouvoir du B.J.P., c'est-à-dire du seul parti officiellement favorable à l'option nucléaire.

En 1995 le T.N.P. fut prorogé sans difficulté majeure et ce malgré l'opposition de l'Inde³. La communauté internationale, dans sa grande majorité, s'avérait donc favorable à un strict contrôle des activités nucléaires des nations officiellement non détentrices de la bombe. On comprend donc que les pro-nucléaires indiens se soient opposés à la prorogation sans modification de ce traité. La position indienne fut cependant mal comprise. Rappelons qu'à l'origine l'Inde avait été le premier pays à proposer un traité interdisant tout test nucléaire dans le monde (Comprehensive Test Ban Treaty). L'Inde s'en tenait de fait à la politique de Rajiv Gandhi : à défaut d'un accord mondial sur la destruction des stocks, elle estimait avoir droit elle aussi à l'option nucléaire. Tout comme les autres gouvernements du monde, l'administration Clinton ne crut pas sérieusement que les Indiens étaient déterminés à rejoindre le « club nucléaire ». En Inde même, la propagande gouvernementale fit jouer la corde sensible en mettant en avant la raison d'être profonde du T.N.P. : ceux qui ont la bombe la garderont et ceux qui ne l'ont pas n'y auront pas accès : version nucléaire de l'opposition riches-pauvres. Pour des raisons stratégiques, l'Inde ne pouvait donc que s'opposer tant au T.I.C.E. qu'au T.N.P.T elle fut la position officielle du représentant indien à Genève lors des réunions de travail sur le T.I.C.E. Pour la première fois, l'Inde reconnaissait qu'elle avait un intérêt stratégique à disposer de l'arme nucléaire et qu'elle s'opposerait à tout traité lui interdisant de garder cette option ouverte. Ignorant, ou feignant d'ignorer les intérêts de Delhi, les cinq grands essayèrent de faire pression

³ Prorogé tous les cinq ans depuis 1970, il était prévu qu'après vingt cinq ans d'existence son éventuelle prolongation serait soumise à débat.

sur le gouvernement indien pour qu'il signe le T.N.P. Rien n'irrite plus les Indiens que de voir leur pays traité comme une petite nation sur laquelle on peut faire pression. Les anti-américains, groupe de pression toujours fort en Inde, finirent donc par se retrouver de facto dans le camp des pro nucléaires : situation très favorable au B.J.P. qui, curieusement, souhaitait redorer l'image de l'Inde en lui faisant retrouver les valeurs (mythiques) d'un Hindouisme originel à l'interne et lui donner rang de grande puissance mondiale en faisant étalage de son arsenal nucléaire ! Autre élément et non des moindres, le B.J.P. disposait d'une solide majorité au parlement et ne craignait donc pas de provoquer une crise politique en procédant à de nouveaux tests. A.B. Vajpayee profitait aussi des premiers fruits de la libéralisation de l'économie et pouvait courir le risque de sanctions. Les anti-libéraux qui en Inde s'opposaient à la libéralisation de l'économie étaient heureux de s'opposer à une autre pression américaine.

Derrière la bannière des pro nucléaires se retrouvaient maintenant tous les anti-Occidentaux et tous les partisans d'une Inde forte. C'est donc la possession avouée de l'arme nucléaire qui contribuerait à la grandeur du pays et non plus simplement sa maîtrise du seul nucléaire civil. Politiquement, la possession de la bombe permettrait à l'Inde de traiter d'égal à égal avec la Chine (ce dont elle rêvait depuis 1962) et d'intégrer le club des cinq. Elle pourrait alors devenir signataire du T.N.P. puisqu'elle ne serait plus concernée par les limitations imposées. Aucun argument, sauf pour les derniers tenants de l'idéologie gandhienne, ne s'opposait plus à ce que l'Inde franchisse le Rubicon. Que ce soit G. Fernandes qui était ministre de la défense à ce moment là qui ait donné son accord pour que reprennent les tests a une forte valeur symbolique. Cet homme politique débuta en effet sa carrière dans le parti communiste, fut arrêté et emprisonné par Mme Gandhi lorsqu'elle imposa l'état d'urgence et finit par rejoindre les rangs du B.J.P. Il resta cependant très longtemps farouchement anti-nucléaire mais dit s'être converti à cette option devant les pressions exercées par les grandes puissances occidentales pour convaincre l'Inde d'y renoncer.

Les 11 et 13 mai 1998, l'Inde procéda à cinq explosions et reconnut officiellement être une nation possédant l'arme nucléaire. Cette fois, le Rubicon était bien franchi. Ayant libéralisé son économie et possédant l'arme nucléaire, l'Inde avait fait son deuil de Nehru et de Gandhi et prétendait à une reconnaissance de grande nation selon le modèle occidental et non plus avec une spécificité culturelle proposant un autre modèle de développement.

Comme prévu, des sanctions financières (assez légères cependant car aucun pays n'avait intérêt à « couler » l'Inde économiquement) furent imposées pendant quelques années. Clinton profita de sa visite en Inde en 2000 pour lever les sanctions US alors que les autres nations (Japon, Canada, Australie) les maintinrent encore quelque temps. Ces sanctions n'eurent guère d'impact sur l'économie indienne, comme l'avait anticipé le gouvernement Vajpayee.

Le Pakistan, comme prévu également, procéda dès la fin mai 1998, soit quelques jours seulement après les tests indiens, à six explosions, montrant par là qu'il était sur un pied d'égalité avec son grand voisin.

La nucléarisation officielle de l'Inde aurait donc été acceptée sans trop de difficulté par la communauté internationale si les Indiens n'avaient commis une bétise diplomatique d'envergure. Au lieu d'affirmer la souveraineté de l'Inde et son droit à exercer l'option nucléaire, A.B. Vajpayee écrivit à Clinton que l'Inde avait été poussée par la Chine à faire le choix du nucléaire. Qui plus est, dans ce courrier dont les Chinois eurent connaissance, la Chine était présentée comme un voisin agressif ayant des intentions belliqueuses envers l'Inde. Les relations entre les deux nations furent donc affectées, mais seulement temporairement.

Excepté par les irréductibles opposants (dont la plus célèbre est l'écrivain Arundhati Roy, auteur du best seller *The God of Small Things*), l'explosion nucléaire fut bien accueillie par

la presse et par la majeure partie de la population qui y vit l'expression d'une affirmation nationaliste dirigée tout à la fois contre la Chine, le Pakistan et l'Occident.

Restait cependant pour le gouvernement à préciser à quels usages il destinait la bombe et quelle serait maintenant sa politique nucléaire. A cette fin, il demanda une étude (Draft Nuclear Doctrine) à une toute nouvelle commission : National Security Advisory Board for the National Security Council. Après bien des querelles intestines dues principalement au manque d'homogénéité du groupe, cet organe purement consultatif finit par produire un document qui déplut tout autant aux colombes qu'aux faucons. Il affirmait que le seul objectif militaire était une dissuasion à minima, capable seulement de dissuader quiconque voudrait lancer une attaque nucléaire contre l'Inde qui par ailleurs s'engageait à ne pas se lancer dans une course aux armements. L'Inde n'utiliserait l'arme nucléaire qu'en réponse à une attaque d'un Etat possédant la bombe et jamais contre un Etat non nucléarisé. Pour être crédible, cette politique nécessitait cependant trois types de vecteurs pour la bombe : terrestre, maritime et aérien, c'est à dire des équipements militaires fort coûteux ! Ces propositions étaient excessives aux yeux des anti-nucléaires et insuffisantes pour les pros. Le gouvernement, par la voix de son ministre des affaires étrangères Jaswant Singh,⁴ se dissocia de ces propositions et affirma préparer un document qui préciserait sa position officielle. Huit ans après l'explosion, le Congrès ayant chassé du pouvoir le B.J.P., nul ne connaît la position officielle du gouvernement sur la question de la bombe, si ce n'est que ce nouveau gouvernement a promis la rédaction d'un moratoire sur ce sujet. Le sentiment dominant en Inde est cependant qu'un conflit nucléaire en Asie a peu de chances de se produire, ce qui justifierait la remarque de Jaswant Singh : « On fabrique la bombe pour ne pas s'en servir ! ». Ce sentiment n'est toutefois pas partagé par les experts occidentaux qui estiment qu'aujourd'hui le seul risque qui existe d'un conflit nucléaire dans le monde se situe au Cachemire. Risque d'autant plus grand que la zone de conflit est géographiquement limitée ce qui rend irréversible toute décision !

C'est le B.J.P. qui a officialisé le statut de l'Inde comme puissance nucléaire. Un gouvernement de coalition de gauche, comme ceux que dirige traditionnellement le parti du Congrès aurait certainement procédé aux tests mais n'aurait pas reconnu que l'Inde était puissance nucléaire. Cette affirmation implique cependant que ce pays, pour bénéficier de l'aide internationale pour développer son programme nucléaire civil devrait signer le Traité de Non Prolifération, ce qu'il refuse toujours de faire par idéologie.

Si posséder l'arme atomique n'implique pas automatiquement de jouer dans la cour des grands, cette arme constitue un atout politique certain. Incontestablement, la Chine et les USA pour ne citer que deux grands, témoignent de plus de respect envers Delhi. Pourtant, les USA, pour des raisons stratégiques refusent d'accorder officiellement à l'Inde le statut de nation nucléaire. Ce refus peut se comprendre de la façon suivante : l'Inde a besoin de la coopération internationale pour développer son programme de nucléaire civil. Elle ne peut obtenir cette coopération que si elle prend clairement position sur la politique nucléaire dans le monde (T.I.C.E., T.N.P.), ce qu'elle ne souhaite pas faire car en adhérant à ces traités, elle rejoindrait le clan des nantis, et se désolidariserait des Etats Membres du Mouvement des Nations non alignées : position encore difficilement avouable à l'interne. A défaut d'apposer sa signature sur ces documents, elle peut espérer un traitement de faveur des grandes puissances, tout particulièrement des USA si elle soutient ce pays dans d'autres aspects de sa politique internationale. C'est sur ce genre de *modus vivendi* que George Bush et Manmohan Singh se sont mis d'accord lors de la visite officielle faite par le Premier Ministre indien aux USA en juillet 2005. Sans accorder à l'Inde le statut de puissance nucléaire Bush la qualifia « d'Etat responsable, maîtrisant la technologie nucléaire ». Il promit de faire pression sur les alliés des

⁴ Jaswant Singh est l'auteur d'un excellent ouvrage *Defending India* (1999) traduit en français *Défendre l'Inde*. Paris, Economica, 2001

USA pour qu'ils reprennent leur coopération avec l'Inde dans le cadre du nucléaire civil. Pour reprendre l'expression employée lors de la restitution de Pondichéry, les Etats-Unis ont accordé de facto le statut de puissance nucléaire à l'Inde.

M. Singh a donc obtenu qu'après un gel de plus de trente ans, les Etats-Unis reprennent leur coopération sans imposer d'inspection internationale de tous les sites nucléaires indiens. La presse indienne s'est montrée très critique de cet accord en mettant en avant deux points importants. Primo, Bush doit obtenir ratification du Congrès US, ce qui est loin d'être acquis. Même si aujourd'hui la majorité au Congrès est Démocrate, l'Inde ne bénéficie toujours pas d'une image favorable au sein de cette institution. Secundo, la proposition de Bush n'est certainement pas gratuite et implique des compensations politiques sur la scène internationale. Ces compensations, non avouées publiquement, se sont avérées lors de la réunion de l'International Atomic Energy Agency au cours de laquelle les Etats membres devaient décider ou non d'imposer à l'Iran l'inspection de ses sites nucléaires par des membres de l'ONU. A la surprise générale, et pour la première fois de son histoire dans le cas d'un vote important, l'Inde s'aligna sur les nations occidentales pour dénoncer le programme iranien, se désolidarisant ainsi des autres Etats membres du Mouvement des Pays non Alignés. Dans son immense majorité, la presse indienne dénonça ce vote (qu'elle qualifia de volte face ⁵) dans lequel elle lut l'adhésion totale de l'Inde à la politique US. A l'exception du B.J.P., les partis politiques de tout bord, sans toutefois mettre en danger la coalition gouvernementale, se désolidarisèrent de ce vote. Ainsi que le fit remarquer le secrétaire général du Parti Communiste Indien (marxiste) Prakash Karat, l'Inde avait mis en avant ses propres intérêts à l'encontre de ceux des nations non alignées ⁶.

Les accords Singh-Bush furent confirmés lors de la visite que le président US fit à Delhi en mars 2006. Le premier ministre indien et le président US affirmèrent même avoir mis sur pied un accord tout à fait acceptable par le Congrès US. Cet accord qualifié d'historique permettra à l'Inde, bien que non signataire du T.N.P., de bénéficier de l'aide technologique US pour le développement du nucléaire civil. Le communiqué conjoint est explicite : « Ce résultat historique va permettre à nos pays d'avancer vers l'objectif commun d'une coopération énergétique nucléaire civile totale entre l'Inde et les Etats-Unis et entre l'Inde et la communauté internationale dans son ensemble ». Pour bénéficier de cette coopération US l'Inde s'engage à dissocier les programmes civils et militaires et à laisser l'Agence Internationale de l'Energie Atomique contrôler les installations civiles (soit quatorze centrales sur un total de vingt quatre). Reste que ce traitement de faveur accordé à l'Inde doit encore recevoir l'aval du Congrès américain. Celui-ci, toutefois, a de bonnes raisons de voter ces propositions. En effet, plus l'Inde développera le nucléaire civil, moins son économie dépendra d'importations de pétrole. Actuellement, la demande indienne va en augmentant et contribue donc à la hausse du prix de l'or noir. Un fort développement du nucléaire civil dans ce pays contribuerait à la stabilisation des cours du pétrole dont l'ensemble des nations profiterait.

La politique nucléaire actuelle de l'Inde affecte ses relations internationales. Elle trahit une rupture d'avec le passé et mérite une brève analyse. L'Inde a connu au cours des vingt dernières années une évolution telle que ses valeurs traditionnelles sont remises en cause. L'économie est libéralisée, la mondialisation de l'économie est acceptée et les délocalisations bienvenues : la vision de Nehru est rejetée. L'idéal gandhien selon lequel la non violence permettait de résoudre les conflits est oublié au profit d'une militarisation nucléaire. L'Inde atteint au rang de grande puissance non pas par le projet original des pères fondateurs mais en acceptant les us et coutumes des grandes nations occidentales. Si l'Inde s'est désolidarisée du

⁵ En français dans la presse indienne.

⁶ «*A serious departure from India's independent foreign policy and from the common interest of NAM countries*». Cité dans *Frontline*, 21 octobre 2005, p. 130.

Mouvement des Nations non Alignées c'est parce que ce mouvement, à l'origine duquel elle fût, appartient à son passé et non à son avenir.

Son avenir cependant n'est pas joué car les pressions sociales sont très fortes et la prospérité nouvelle ne profite pas à tous, loin de là. Politiquement, si les institutions ne sont pas vraiment menacées, la vie politique connaît de fortes turbulences (alternance trop rapide des majorités au pouvoir). Dans ce pays fédéral, les états, très contrôlés par Delhi, réclament une autonomie toujours plus grande. Les écarts de développement entre eux s'accroissent comme s'accroît celui entre les nouveaux riches et les pauvres.

Force est de constater tout de même qu'en mai 1998, l'Inde a bien franchi le Rubicon. Elle ne reviendra pas en arrière mais le rôle que l'arme nucléaire lui fera jouer à l'échelle mondiale reste encore à définir.